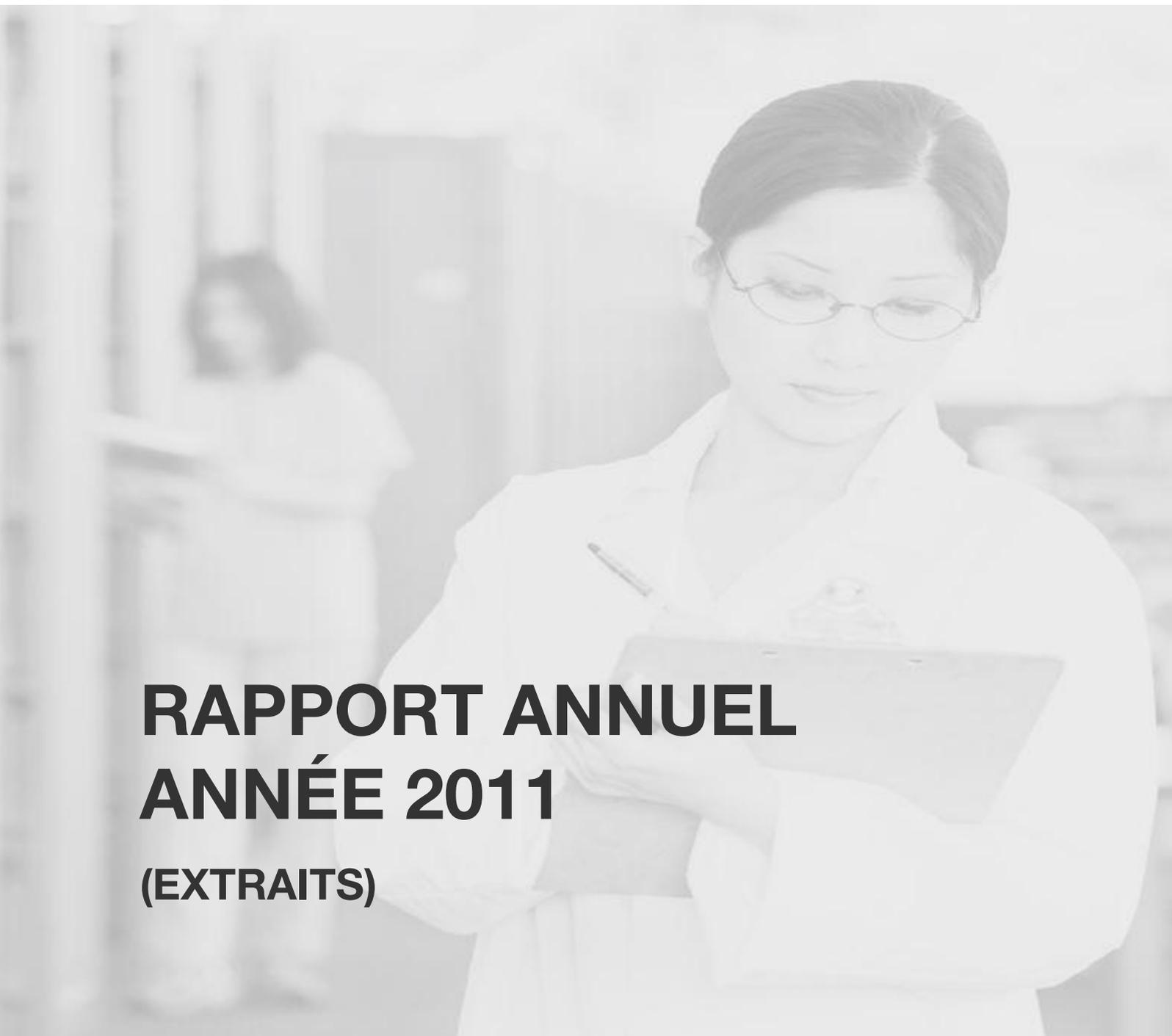


Accord de branche

**oeth**

Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés



**RAPPORT ANNUEL  
ANNÉE 2011  
(EXTRAITS)**

# Sommaire

	<b>Page</b>
<b>Présentation d'OETH</b>	<b>3</b>
<b>Première partie : BILAN DE LA DOETH 2010</b>	<b>5</b>
<b>I- Les établissements</b>	<b>6</b>
Photographie de l'ensemble des établissements de l'accord OETH	6
Réparation par effectif	7
Répartition géographique	7
<b>II- Les bénéficiaires de l'obligation d'emploi</b>	<b>8</b>
Répartition par sexe	8
Répartition par âge	8
Répartition par type de contrat	11
Répartition par type de métier exercé	12
<b>III- L'analyse des indicateurs</b>	<b>14</b>
Le taux lié à l'obligation d'emploi	14
Les établissements à taux légal de « 0% » ou atteignant « 6% et plus »	16
Les flux de travailleurs handicapés	17
<b>IV- La contribution</b>	<b>18</b>
Mode de réponse à l'obligation d'emploi des établissements assujettis	18
<b>Deuxième partie : BILAN DE L'ACTIVITE 2011</b>	<b>19</b>
<b>I- Les points marquants de l'année</b>	<b>20</b>
La signature de l'accord 2011-2015	20
Les 20 ans de l'accord de branche OETH	20
Les modifications du catalogue des mesures	20
<b>II- Les actions internes</b>	<b>21</b>
Le « Tour de France des régions 2011 »	21
L'activité « Conseil »	21
L'activité « Collecte et financement »	22
Les partenariats	22
La communication	24
<b>III- Les financements</b>	<b>25</b>
Les dossiers de demande de financement	25
L'utilisation des mesures	26
<b>OETH 2011 – Ce qu'il faut retenir de l'activité 2011</b>	<b>27</b>
<b>Annexes</b>	<b>28</b>

## Présentation d'OETH

**Le premier accord de branche** relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés du secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif est négocié par la FEHAP<sup>1</sup> en 1990.

Le SNASEA<sup>2</sup> et la Croix-Rouge française<sup>3</sup> rejoignent officiellement l'accord en 2001, puis le SOP<sup>4</sup> en 2009 (la fusion du SNASEA et du SOP engendrera le SYNEAS<sup>5</sup>).

Cet accord de branche est conclu avec les organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et FO.

Son but est l'application de la loi du 10 juillet 1987 relative à l'emploi des travailleurs handicapés, modifiée par la loi du 11 février 2005.

Il permet de tenir compte des spécificités et des besoins du secteur médico-social, et de mettre en commun les ressources de ses établissements afin de développer et de conduire une politique active en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés, par des actions adaptées à ce secteur et une meilleure réactivité.

L'accord 2011-2015, dernier signé, en est le quatrième renouvellement.

**Le Comité Paritaire de l'Accord (CPA)** assure l'orientation, le suivi et le contrôle de la mise en œuvre de l'accord.

Il comprend vingt membres titulaires. Dix membres sont désignés par le collège employeur, et dix autres le sont par les organisations syndicales de salariés signataires de l'accord, à raison de deux membres par organisation.

Le CPA est le garant de ce dispositif et prend, pendant la durée de l'accord, toutes les décisions relatives aux modalités d'application.

Il peut solliciter des bilans d'activité et des expertises afin d'évaluer les mesures de l'accord et, ainsi, de les faire évoluer.

Le CPA examine et statue sur les dossiers de demandes financières adressés par les établissements. Pour monter ces dossiers, les établissements doivent communiquer, pour avis, avec les instances représentatives du personnel prévues par la réglementation en vigueur et informer ces derniers des suites données à ces dossiers.

**L'association de gestion OETH** est créée afin d'assurer la mise en œuvre de l'accord et des décisions du Comité Paritaire de l'Accord.

Son conseil d'administration est composé de représentants régionaux des fédérations signataires. Le maillage avec le réseau de ses fédérations permet à OETH de démultiplier les relais et les appuis en région.

S'appuyant sur une vingtaine de salariés à Paris, l'association OETH a pour **missions** :

- ✓ la collecte et la gestion des contributions des établissements au titre de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés,

---

<sup>1</sup> FEHAP : Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne – CCN51

<sup>2</sup> SNASEA : Syndicat national au service des associations du secteur social et médico-social – CCN66

<sup>3</sup> Croix-Rouge française : Convention collective de la Croix-Rouge française

<sup>4</sup> SOP : Syndicat général des organismes privés sanitaires et sociaux à but non lucratif – CCN66

<sup>5</sup> SYNEAS : Syndicat des employeurs associatifs action sociale et santé – CCN66

- ✓ la réalisation et le financement des actions définies dans l'accord et par le Comité Paritaire,
- ✓ l'information et le conseil des établissements,
- ✓ l'évaluation des résultats.

OETH a **quatre champs d'intervention** :

- ✓ l'insertion,
- ✓ la professionnalisation,
- ✓ le maintien dans l'emploi,
- ✓ la prévention du handicap.

OETH accompagne les établissements tout au long du parcours professionnel des travailleurs handicapés.

Dans le cadre de cet accompagnement, OETH propose l'appui de Chargés de mission et de Conseillers (Conseiller Prévention et Conseiller Politique Handicap).

Des brochures ciblées, par thème et par public, sont également mises à disposition des professionnels, et de nombreuses informations sont accessibles sur le site Internet [www.oeth.org](http://www.oeth.org).

### **L'accord de branche OETH :**

**10 600** établissements

**440 000** salariés

**16 300** bénéficiaires de la loi

.....  
**3** organisations d'employeurs :  
Croix-Rouge française, FEHAP, SYNEAS

**5** syndicats de salariés :  
CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et FO

## Première partie

# Bilan de la DOETH

## 2010

- I - Les établissements
- II - Les bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- III - L'analyse des indicateurs
- IV - La contribution

### **10 600 établissements**

**37 %** d'établissements de plus de 20 salariés

**86 %** d'établissements assujettis employant au moins un travailleur handicapé

### **16 300 bénéficiaires de la loi handicap<sup>1</sup>, soit 14 064 ETP<sup>2</sup>**

**18 623** bénéficiaires de la loi<sup>3</sup> présents au cours de l'année

### **4,94 % de taux d'emploi légal**

<sup>1</sup> 16 300 travailleurs handicapés : CDD, intérim et CDI présents au 31/12/2010.

<sup>2</sup> ETP : Équivalent temps plein.

<sup>3</sup> Travailleurs handicapés présents à un moment de l'année 2010, y compris ceux sortis en cours d'année.

## I – Les établissements de la DOETH 2010

La DOETH 2010 (Déclaration annuelle obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) est la dernière de l'« accord OETH 2006-2010 » (troisième renouvellement).

L'accord OETH s'adresse aux **10 600 établissements** adhérant aux trois fédérations signataires, qui emploient **440 000 salariés**.

L'analyse de la DOETH 2010 s'effectue sur les **8 009 établissements** ayant envoyé une déclaration (pour les plus de 20 ETP) ou un bordereau (pour les moins de 20 ETP) et plus particulièrement sur les **3 930 établissements assujettis**.

### Caractéristiques des établissements de la DOETH 2010 :

**31 %** comptent de 20 à 49 salariés.

**50 %** emploient au moins un travailleur handicapé.

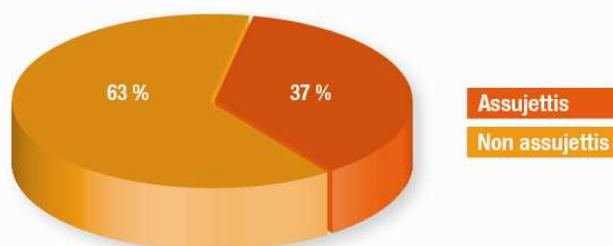
**62,3 %** des établissements **assujettis** remplissent leur obligation d'emploi.

**11,8 %** appartiennent au secteur hospitalier.

### »» PHOTOGRAPHIE DE L'ENSEMBLE DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ACCORD OETH

<b>Ensemble de l'accord OETH :</b>	<b>10 600</b>	établissements
<b>DOETH 2010 :</b>	<b>8 009</b>	établissements « déclarants » (76 % de l'ensemble de l'accord) ont envoyé soit une déclaration (pour ceux soumis à l'obligation), soit un bordereau
<b>Assujettis :</b>	<b>3 930</b>	établissements (37 % de l'ensemble de l'accord)
<b>Non assujettis :</b>	<b>6 670</b>	établissements (63 % de l'ensemble de l'accord) non soumis à l'obligation d'emploi
<b>Contributeurs :</b>	<b>1 500</b>	établissements (38 % des assujettis)

**Répartition**  
des établissements au regard de l'obligation d'emploi



La loi prévoit que les entreprises employant au moins 20 salariés sont **assujetties** à une obligation d'emploi de 6 % de travailleurs handicapés.

⇒ L'accord OETH compte **3 930 établissements assujettis**.

## »»» RÉPARTITION PAR EFFECTIF

Les établissements ayant envoyé des informations par le biais de la déclaration en 2010 emploient **318 309** salariés (en ETP), dont **292 551** travaillent dans un établissement assujetti à l'obligation d'emploi.

**Répartition par effectif** des 8 009 établissements de la DOETH 2010 :

Les établissements de l'accord sont majoritairement de petite taille :

- Plus de **la moitié** des « déclarants » annoncent **moins de 20 salariés** (seuil pour être concerné par l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés).
- **81 %** des établissements ayant adressé une DOETH emploient **moins de 50 salariés**.

⇒ **49 %** emploient **20 salariés ou plus** et sont ainsi concernés par l'obligation d'emploi.

## »»» RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

### ◆ ENSEMBLE DE L'ACCORD OETH

Les départements domiciliant le plus grand nombre d'établissements de l'accord OETH sont Paris (563), le Nord (452), la Loire-Atlantique (286), le Rhône (283), les Bouches-du-Rhône (254) et la Moselle (242).

⇒ Le nombre important d'établissements dans ces départements s'explique, pour certains, par la densité de population et, pour d'autres, par des éléments historiques (implantation privée/publique ou développement d'activités spécifiques comme la rééducation physique et fonctionnelle dans le Nord).

### ◆ ÉTABLISSEMENTS ASSUJETTIS EN 2010

Les départements domiciliant le plus grand nombre d'établissements assujettis sont sensiblement les mêmes : le Nord (155 établissements), Paris (148 établissements), la Loire-Atlantique (114 établissements), la Moselle (113 établissements) et le Rhône et les Bouches-du-Rhône (avec 110 établissements chacun).

⇒ **Le pourcentage** d'établissements assujettis dans un département par rapport au nombre que celui-ci domicilie dépend de la taille des établissements.

#### ▪ Les plus faible taux

Une fois retirés les départements n'ayant aucun établissement assujetti (Principauté de Monaco, Tahiti et Nouvelle-Calédonie), les départements avec les plus faibles taux d'établissements assujettis sont la Meuse et le Loir-et-Cher (avec 15 %), et les Vosges, la Martinique et la Guadeloupe (avec 18 %).

Ces chiffres s'expliquent par la petite taille des établissements de ces départements. Pour exemple, la moyenne de l'effectif d'un établissement « déclarant » est de 12 salariés dans la Meuse, de 18 salariés dans le Loir-et-Cher et de 19,9 salariés dans les Vosges.

#### ▪ Les taux les plus élevés

*A contrario*, l'Eure-et-Loir (58 %), la Meuse (53 %), la Creuse (50 %) et l'Ille-et-Vilaine (50 %) ont un taux important d'établissements assujettis.

La moyenne de l'effectif des « déclarants » dans ces départements dépasse les 30 salariés.

## II – Les bénéficiaires de l’obligation d’emploi

La DOETH 2010 comptabilise **18 623 bénéficiaires de la loi handicap** ayant travaillé pour un établissement de l’accord au cours de l’année (y compris les personnes « entrées » ou « sorties » en cours d’année).

Le calcul du taux d’obligation d’emploi ne prend en compte que les bénéficiaires présents au 31 décembre, avec l’application d’un prorata lié à la présence et au temps de travail. Ainsi, la DOETH 2010 comptabilise **16 298 travailleurs handicapés** correspondant à **14 064 ETP**.

Précision : l’étude des caractéristiques des bénéficiaires de la loi s’effectue sur l’intégralité des 18 623 travailleurs handicapés présents durant l’année.

### **Caractéristiques des bénéficiaires de loi de l’accord OETH :**

- 47,5 ans** d’âge moyen
- 65 %** de femmes
- 85 %** en CDI
- 56 %** à temps plein
- 24,1 %** dans un établissement du secteur « activités hospitalières »
- 16,8 %** à un poste d’agent hospitalier

### »»» **RÉPARTITION PAR SEXE**

La présence de **65 % de femmes** pour **35 % d’hommes** confirme que les secteurs du sanitaire, social et médico-social sont particulièrement féminisés.

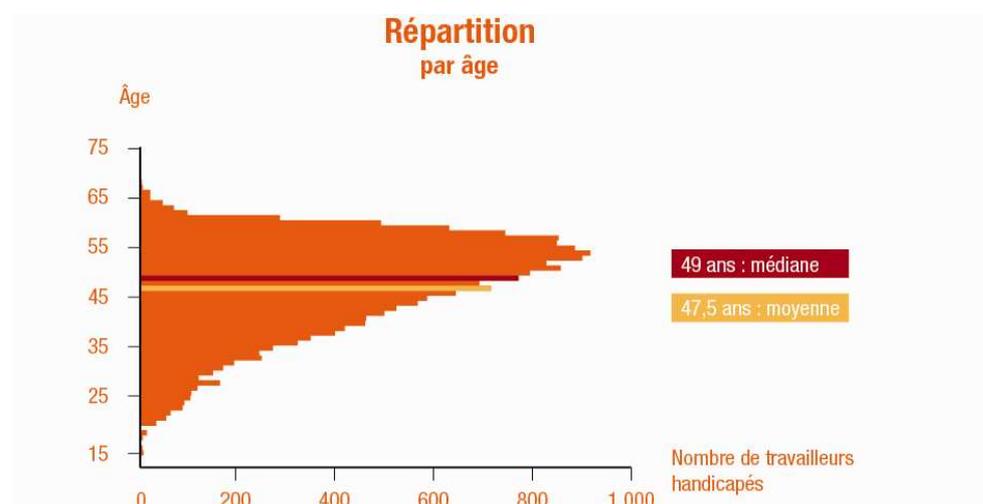
La proportion hommes/femmes de la DOETH 2010 est presque l’inverse de celle constatée pour les travailleurs handicapés du secteur privé. Elle a néanmoins la même orientation que celle de la branche, qui affiche une dominance féminine.

### »»» **RÉPARTITION PAR ÂGE**

L’**âge moyen** des travailleurs handicapés déclarés dans la DOETH 2010 est de **47,5 ans**.

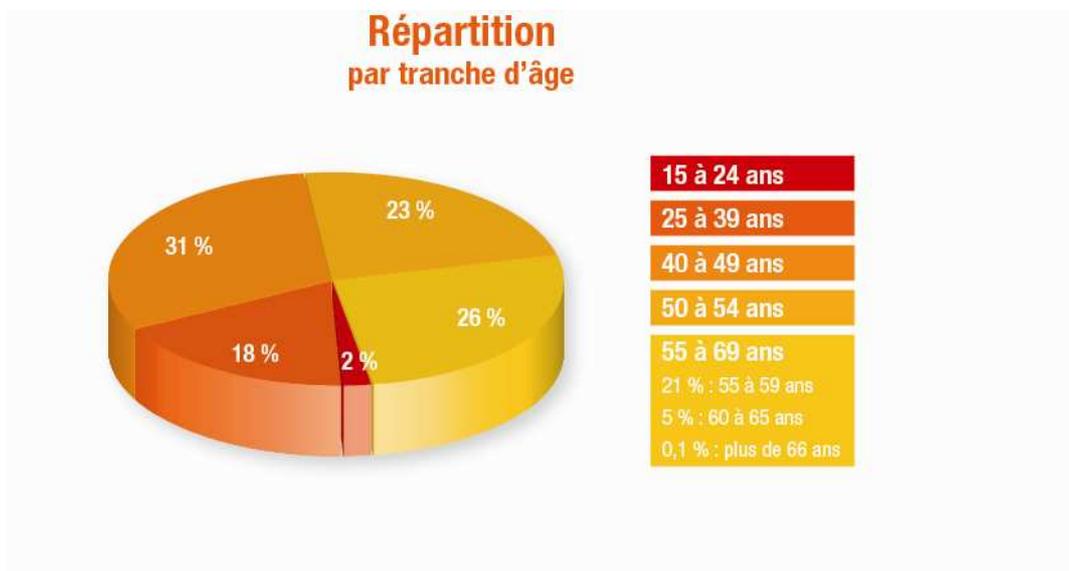
La **médiane** (50 % des données en dessus et 50% en dessous) se situe à **49 ans**, dans la zone plutôt haute de la pyramide des âges, sans surprise par rapport à la branche professionnelle.

Cet élément implique que la moitié des travailleurs handicapés en poste en 2010 atteindra l’âge de la retraite au cours des 10 à 15 prochaines années et sortira alors de l’accord.



Les « plus de 50 ans » représentent plus de **49 %** des travailleurs handicapés (9 170 personnes) de l'accord OETH, soit :

- 8 points de plus que le pourcentage constaté pour les travailleurs handicapés du secteur privé,
- presque un sur deux travailleurs handicapés contre un sur quatre salariés annoncés dans le secteur de l'économie sociale et solidaire.



**26 %** des travailleurs handicapés (4 922 personnes) en poste en 2010 ont plus de 55 ans et pourront envisager un départ en retraite dans un avenir proche.

#### ◆ Zoom sur ces départs en retraite potentiels

- ◆ Observation des 55 ans et plus, futurs retraités à court et moyen termes.

**7,6 %** des plus de 55 ans présents en cours d'année sont annoncés comme étant partis de l'établissement au 31 décembre 2010.

Les éléments recueillis mettent en lumière qu'à l'approche de la retraite, les titres de bénéficiaires sont peu renouvelés (ce qui induit ainsi des sorties de l'accord avant même le départ en retraite de la personne).

- ◆ Observation des 59 ans et plus en 2010, futurs retraités à court terme.

Âge	Hommes	Femmes	Total	% <sup>1</sup>
59 ans	216	406	622	3,3 %
60 ans	150	334	484	2,6 %
61 ans	86	194	280	1,5 %
62 ans	38	55	93	0,5 %
63 ans	28	38	66	0,4 %
64 ans	14	29	43	0,2 %
65 ans	8	10	18	0,1 %
66 et plus	10	13	23	0,1 %
<b>Total</b>	<b>550</b>	<b>1 079</b>	<b>1 629</b>	<b>8,7 %</b>

Les travailleurs handicapés de « 59 ans et plus » présents au cours de l'année 2010 représentent plus de **8,7 %** des travailleurs handicapés (1 629 personnes) de l'accord (contre 5,6 % en 1991).

Dans cette tranche d'âge, au 31 décembre 2010, **27 %** sont déclarés comme sortis de l'accord (*départ de la structure pour 4 %, ou non-validité/non-renouvellement du titre de bénéficiaire*).

<sup>1</sup> Pourcentage de cette tranche d'âge sur la totalité des travailleurs handicapés.

Les **66 %** de femmes de cette tranche d'âge confirment leur forte représentativité dans la branche professionnelle.

#### REPÈRES

En raison des modifications apportées par la réforme des retraites du 9 novembre 2010, des ajustements visant à repousser l'âge de la retraite sont en cours afin d'atteindre le nouvel âge légal en 2018 :

- **L'âge légal de départ** à la retraite : pour les salariés nés entre 1951 et 1955, l'âge légal de départ passe de 60 à **62 ans**.
- **L'âge pour la retraite à taux plein** : pour les salariés nés entre 1951 et 1955, il passe de 65 à **67 ans**.

#### ◆ **Zoom sur les plus de 55 ans et les métiers exercés**

Éléments extraits de l'étude OETH de 2009, « *Étude sur l'âge des travailleurs handicapés en fonction des métiers ou familles de métiers exercés* », basée sur une projection en 2010 des travailleurs handicapés travaillant en CDI durant l'année 2007 dans les établissements assujettis.

Intitulé	Total TH (assuj.)	TH 60 ans et + en 2010	% 60+	TH 55 à 59 ans en 2010	% 55/59	TH total 55 ans et +	% 55+
Agents des services hospitaliers	1 642	232	14 %	401	24 %	633	39 %
Aides-soignants	911	122	13 %	261	29 %	383	42 %
Infirmiers en soins généraux	395	69	17 %	104	26 %	173	44 %
Secrétaires	366	40	11 %	77	21 %	117	32 %
Aides médico-psychologiques	289	30	10 %	39	13 %	69	24 %
Ouvriers qualifiés d'entretien général des bâtiments	271	41	15 %	70	26 %	111	41 %
Employés des services divers	256	37	14 %	61	24 %	98	38 %
Éducateurs spécialisés	225	43	19 %	73	32 %	116	52 %
Infirmiers psychiatriques	221	59	27 %	76	34 %	135	61 %

Cette étude met en lumière le pourcentage élevé de travailleurs handicapés ayant dépassé 55 ans dans les métiers observés (tableau ci-dessus).

Pour certains métiers, les « plus de 55 ans » sont même majoritaires : ils représentent 61 % des travailleurs handicapés infirmiers psychiatriques et 52 % des travailleurs handicapés éducateurs.

#### REPÈRES

##### Statistique de la branche

Le secteur de l'économie sociale et solidaire : 11 % des infirmiers diplômés d'État et des éducateurs spécialisés ont plus de 55 ans. Source : DIRECTION(S) février 2012.

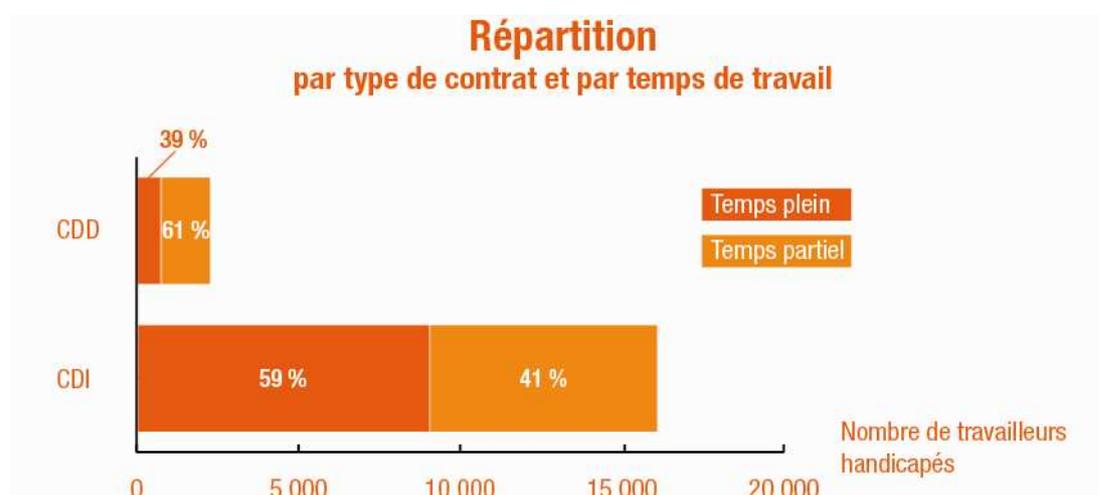
## »» RÉPARTITION PAR TYPE DE CONTRAT

TH des établissements « déclarants »	Nombre de TH	
	Nb de TH	% TH
CDI	15 715	84,5 %
CDD	2 832	15,2 %
Intérim	29	0,2 %
Stage	/	/
MAD <sup>1</sup>	26	0,1 %
<b>Total</b>	<b>18 623</b>	<b>100 %</b>

Les options de l'intérim, de la MAD<sup>1</sup> et de l'accueil de stagiaires sont très peu utilisées.

Les contrats signés sont essentiellement le CDI et le CDD, avec **84,5 %** des travailleurs handicapés en **CDI** et **15 % en CDD**.

Le CDD est plus employé dans la branche sanitaire, sociale et médico-sociale privée à but non lucratif que dans le secteur privé global.



<sup>1</sup> MAD : Mise à disposition.

## »»» RÉPARTITION PAR TYPE DE MÉTIER EXERCÉ

Métier	Nombre de TH	Nombre de TH ETP	% de TH <sup>1</sup>
Agents de service hospitaliers	3 133	2 486	16,8 %
Aides-soignants	1 736	1 453	9,3 %
Employés des services divers	1 145	901	6,2 %
Infirmiers en soins généraux + psychiatriques + spécialisés	1 003	785	5,37 %
Secrétaires	809	633	4,4 %
Aides médico-psychologiques (AMP)	695	601	3,7 %
Éducateurs spécialisés	618	503	3,3 %
Ouvriers qualifiés d'entretien général des bâtiments	577	488	3,1 %
Ouvriers non qualifiés divers (type industriel + artisanal)	572	487	3,1 %
Éducateurs techniques spécialisés, moniteurs d'atelier	493	452	2,7 %
Agents d'accueil et d'information qualifiés + agents d'accueil non qualifiés + standardistes et téléphonistes	489	387	2,6 %
Moniteurs-éducateurs	448	384	2,4 %
Employés administratifs non qualifiés	418	324	2,3 %
Agents de service, des autres établissements d'enseignement + des établissements primaires	417	319	2,3 %
Employés administratifs qualifiés	400	317	2,2 %
Agents civils de sécurité et de surveillance	333	295	1,8 %
Agents de service des autres établissements d'enseignement	315	245	1,7 %
Aides à domicile, aides ménagères, travailleuses familiales	282	195	1,5 %
Cuisiniers et commis de cuisine	264	229	1,4 %
Employés qualifiés des services comptables	252	205	1,4 %
Animateurs socioculturels et de loisirs	236	185	1,3 %
Masseurs kinésithérapeutes	215	176	1,2 %
Agents de nettoyage	192	136	1 %
Ouvriers qualifiés divers (type industriel + artisanal)	183	161	1 %
Employés polyvalents de restauration, aides de cuisine, apprentis de cuisine	162	135	0,9 %
Cadres socio-éducatifs	132	121	0,7 %
Auxiliaires de puériculture	126	100	0,7 %
Assistants de service social	123	94	0,7 %
Médecins, sages-femmes, pharmaciens	117	82	0,6 %
Formateurs formation continue	107	91	0,6 %
Cadres infirmiers	107	96	0,6 %
Autres spécialistes de la rééducation	101	69	0,5 %
Divers (regroupé) dont :	2 722	2 237	14,4 %
Ouvriers	909	769	4,9 %
Administratifs et tertiaires divers (cadres/agents de maîtrise)	385	338	2,1 %
Ouvriers spécialisés/qualifiés	316	284	1,8 %
Administratifs et tertiaires divers (employés)	274	223	1,5 %
Enseignements (professeurs/instituteurs)	129	106	0,7 %
Directeurs, chefs d'établissements	65	59	0,4 %
Autres	644	458	3,4 %
<b>TOTAL</b>	<b>18 607</b>	<b>15 187</b>	<b>100 %</b>

Les métiers d'agent de service hospitalier et d'aide-soignant concentrent, à eux deux, plus d'un quart des travailleurs handicapés de l'accord.

<sup>1</sup> Pourcentage de TH travaillant dans ce métier par rapport à l'ensemble des TH 2010 de l'Accord.

## REPÈRES

### Statistique de la branche

L'enquête UNIFAF annonce que :

- les métiers **les plus représentés** sont : **8,3** % d'aides-soignants ; **7,8** % d'éducateurs spécialisés ; **7,7** % d'infirmiers ; **5,7** % d'AMP, **4,2** % de moniteurs éducateurs ;
- les emplois qui **se développent le plus** sont : AMP, moniteurs-éducateurs, chefs de services éducatifs, éducateurs spécialisés, ergothérapeutes, aides-soignants, psychologues, psychomotriciens.

## III - L'analyse des indicateurs

### »» LE TAUX LIÉ À L'OBLIGATION D'EMPLOI

#### Rappel : l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés

La loi impose aux entreprises de plus de 20 salariés d'employer des travailleurs handicapés dans la proportion de 6 % de leur effectif.

Pour s'acquitter de cette obligation, les entreprises disposent de plusieurs modalités qui peuvent se combiner entre elles :

- l'emploi direct (emploi de bénéficiaires de la loi handicap en CDI, CDD, intérim),
- l'emploi indirect (contrats de sous-traitance avec les entreprises adaptées et les ESAT<sup>1</sup>),
- l'accueil de stagiaires au titre de la formation professionnelle,
- le paiement de la contribution financière (calculée en fonction des unités manquantes).

#### ◆ LE TAUX D'EMPLOI LEGAL

Ce taux correspond à l'obligation définie par la loi. Il prend en compte **l'ensemble des modalités** utilisées par l'entreprise **assujettie** pour répondre à son obligation (avant le calcul de la contribution).

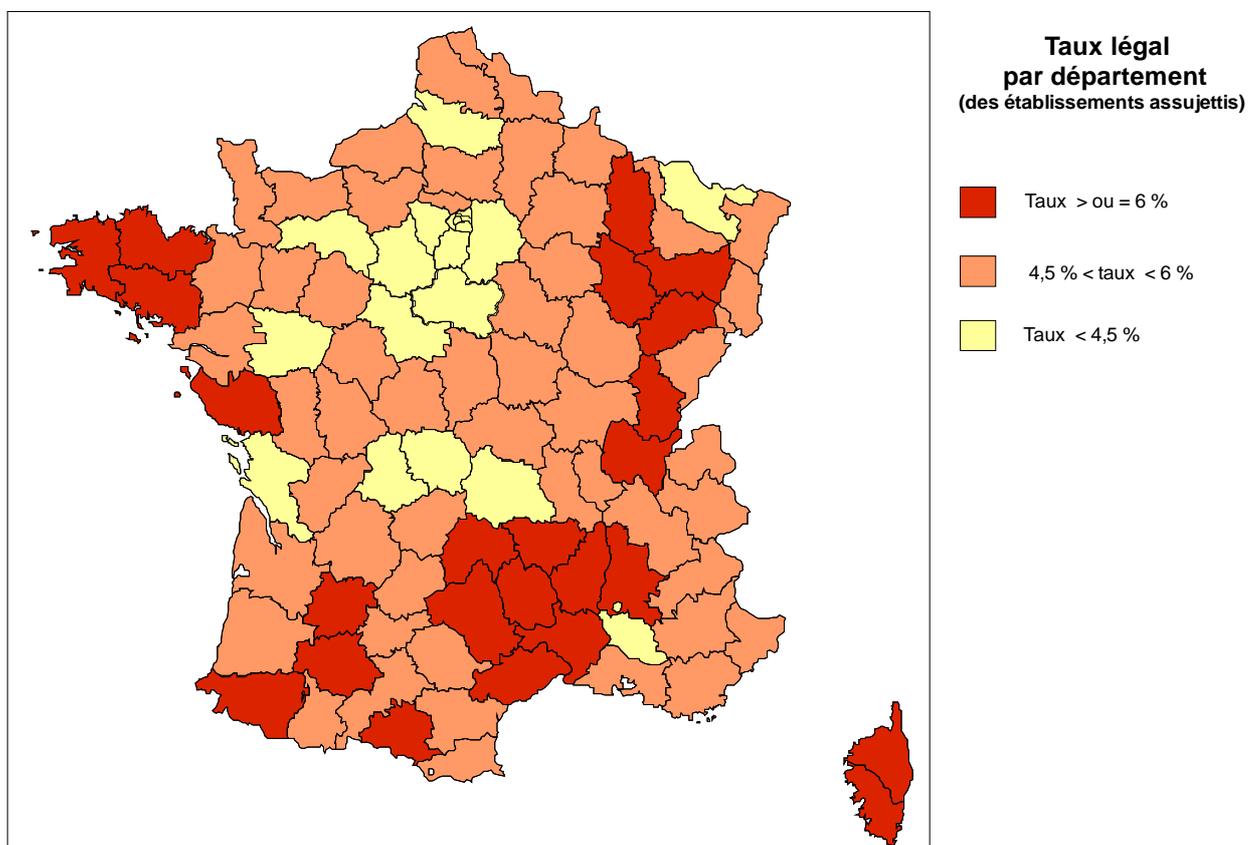
Année	2008	2009	2010	Première estimation 2011
Taux d'emploi légal	4,58 %	4,60 %	<b>4,94 %</b>	<b>5 %</b>

REPÈRES		
	2008	Janvier 2010
L'Agefiph. Taux d'emploi direct	2,6 %	2,7 %

<sup>1</sup> ESAT : Etablissement de service et d'aide par le travail

## ◆ LE TAUX D'EMPLOI PAR DÉPARTEMENT

Le tableau de la répartition du taux d'emploi légal par département est disponible en annexe.



### ■ Taux d'emploi légal de « 6 % » atteint ou dépassé

23 départements affichent un taux d'emploi légal égal ou supérieur au taux de « 6 % » demandé par la loi, dont certains avec un taux bien supérieur.

### ■ Taux d'emploi légal faible

76 autres départements n'atteignent pas le taux de « 6 % ».

Les DOM regroupent les taux les plus faibles dus à la petite taille de leurs établissements : la Guyane (1,75 %), la Guadeloupe (2,36 %) et la Martinique (2,66 %).

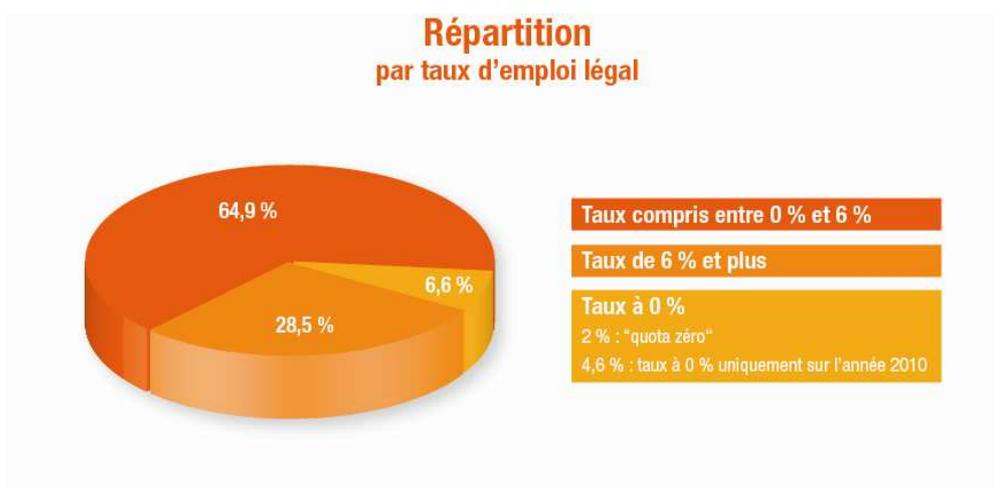
## ◆ LE TAUX D'EMPLOI LÉgal PAR ACTIVITÉ

Taux des 16 activités ayant les effectifs les plus importants.

Activité	Taux d'obligation légale
Activités hospitalières	4,98 %
Hébergement médicalisé pour enfants handicapés	4,78 %
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	5,03 %
Action sociale sans hébergement n.c.a.	5,01 %
Hébergement social pour enfants en difficultés	3,45 %
Activités des sièges sociaux	5,21 %
Hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux	6,03 %
Aide par le travail	6,29 %
Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	4,20 %
Hébergement médicalisé pour adultes handicapés et autre hébergement médicalisé	4,9 %
Hébergement social pour adultes et familles en difficultés et autre hébergement	5,31 %
Accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants handicapés	3,89 %
Hébergement social pour personnes âgées	4,18 %
Autres formes d'action sociale	4,42 %
Autre accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants et d'adolescents	2,63 %
Aide à domicile	4,3 %

»»» **LES ÉTABLISSEMENTS À TAUX D'EMPLOI LÉGAL DE « 0 % » OU ATTEIGNANT « 6 % ET PLUS »**

◆ **RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS PAR TAUX**



**REPÈRES**

Statistiques 2010	Agefiph	FIPHFP
Entreprises à taux « 0% »	18 %	8 %
Entreprises à « quota zéro »	8,3 %	NC

## »»» LES FLUX DE TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

Les flux de l'intérim, des stages et de la mise à disposition étant faibles, ils ne sont pas intégrés à cette analyse.

### ◆ **CDI 2010**

Afin que l'arrivée récente des établissements du SOP dans l'accord ne fausse pas les entrées annoncées, seules les entrées SOP par la signature d'un CDI durant l'année 2010 sont comptabilisées. Par contre, les sorties intègrent celles annoncées par le SOP.

**Entrées CDI :**        **2 868** personnes nouvellement déclarées en 2010 (salariés ayant signé un CDI en 2010 ou ayant présenté pour la première fois leur justificatif de bénéficiaire de la loi), dont :

**Solde :**                **956** travailleurs handicapés supplémentaires en CDI en 2010

Cette augmentation s'explique par :

- les actions dynamiques d'OETH : information sur le parcours sécurisé du travailleur handicapé, sur le recrutement des travailleurs handicapés...
- l'arrivée en 2009 d'un nombre important d'établissements du SOP qui entraîne un effet mécanique (dû à un plus grand nombre d'établissements et de personnes concernées).

### ◆ **CDD 2010**

**Entrées en CDD :**    **2 450** travailleurs handicapés

Sont comptabilisés comme entrées CDD les travailleurs handicapés :

- ayant signé un CDD durant l'année 2010,
- étant déjà en CDD mais n'ayant pas été comptabilisés l'année précédente soit parce qu'ils n'avaient pas encore transmis leur justificatif de bénéficiaire, soit en raison des modalités de calcul de la DOETH (notamment la durée du contrat).

## IV - La contribution

Parmi les 8 009 établissements « déclarants » (ayant envoyé une déclaration ou un bordereau) au titre de la DOETH 2010, **3 930** sont assujettis à l'obligation d'emploi (plus de 20 salariés).

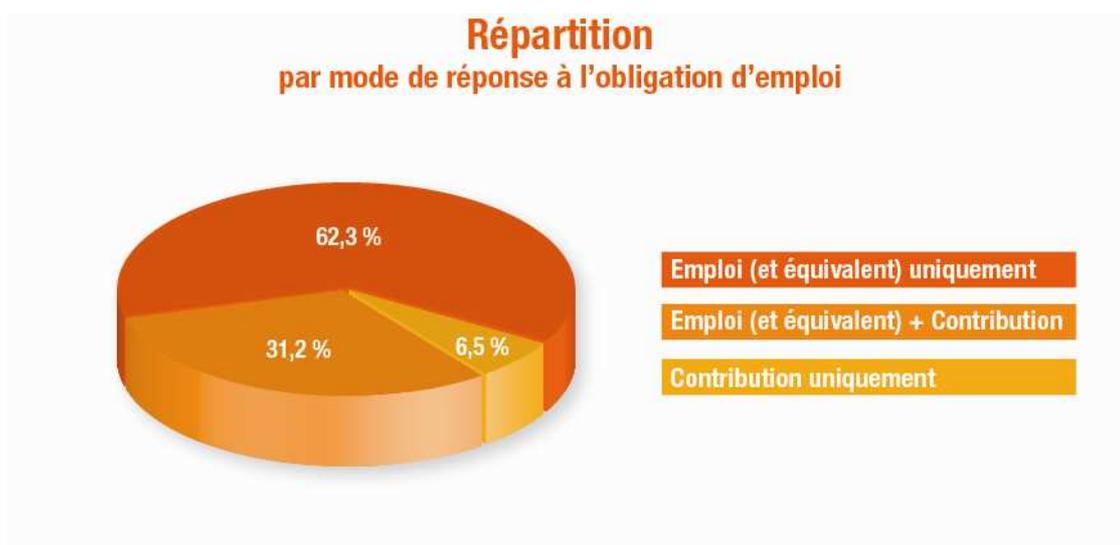
Tous n'ont pas à verser de contribution.

### »» **MODE DE RÉPONSE À L'OBLIGATION D'EMPLOI DES ÉTABLISSEMENTS ASSUJETTIS**

<b>Emploi direct :</b>	13 172 UB <sup>1</sup>
<b>Stage :</b>	31 UB
<b>Sous-traitance :</b>	1 215 UB

Les établissements **assujettis** remplissent leur obligation d'emploi à :

- **62,3%** uniquement par « l'emploi » et équivalent (stage, sous-traitance).
- **31,2%** par un mixte de « l'emploi » et de contribution.



#### **Rappel : calcul de la contribution**

Pour calculer le montant de la contribution, la loi prévoit l'application de **coefficients de minoration** sur les postes « ECAP » (Emplois exigeant des conditions d'aptitude particulières) et sur certains profils de travailleurs handicapés (selon des critères d'âge, de durée de chômage, de sortie du secteur protégé, de handicap lourd, de première embauche d'un travailleur handicapé).

Parmi les établissements n'atteignant pas l'obligation des 6 % (soit 71,5 % des établissements), **34 % ne sont pas redevables d'une contribution** après l'application des minoration liées aux ECAP.

⇒ En fonction de ce calcul, **seuls 37 % des établissements sont redevables d'une contribution.**

<sup>1</sup> UB : unités bénéficiaires.

## Deuxième partie

# Bilan de l'activité

## 2011

- I - Les points marquants de l'année
- II - Les actions internes
- III - Les comptes de l'accord
- IV - Les mesures d'OETH
- V - Les financements

### Dossiers financés en 2011

**2 092 dossiers pour un montant de 8 281 065 €**

**1 119 dossiers d'insertion : 2 596 046 €**

**184 dossiers de professionnalisation : 1 573 589 €**

**684 dossiers de maintien : 3 206 060 €**

**103 dossiers de prévention : 905 370 €**

## I - Les points marquants de l'année

Après 20 ans d'existence, l'accord OETH est marqué en 2011 par :

### »»» **LA SIGNATURE DE L'ACCORD 2011-2015**

*Renouvellement de l'accord*

Au vu des résultats des quatre accords précédents, les signataires de l'accord de branche OETH décident de le renouveler pour la période 2011-2015.

Cet accord a obtenu les agréments officiels :

- ✓ du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé, par l'arrêté du 3 décembre 2010,
- ✓ de la Commission nationale d'agrément du ministère des Solidarités et de la Cohésion sociale, le 21 juillet 2011.

Les objectifs pour cette période sont :

- ✓ l'embauche de 1 300 travailleurs handicapés supplémentaires, soit une augmentation de 260 travailleurs handicapés/an (par différence entre entrées et sorties) ;
- ✓ le financement de 900 000 heures de formation, soit 180 000h/an.

### »»» **LES 20 ANS DE L'ACCORD DE BRANCHE OETH**

*Moment phare de l'année 2011 : l'accord de branche fête ses 20 ans*

En 1991 est signé le premier accord de branche relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

Un événement est organisé à Paris le 9 novembre 2011, rassemblant plus de 260 personnes (pour plus de détails, voir le chapitre « Les actions internes »).

### »»» **LES MODIFICATIONS DU CATALOGUE DES MESURES**

*S'adapter en permanence*

En mars 2011, le financement des bilans est recentré sur celui du « maintien dans l'emploi ». Les bilans « ergonomique » et « évolution professionnelle » disparaissent.

Afin d'assurer un équilibre du budget, le Comité Paritaire de l'Accord (CPA) :

- modifie deux mesures en juin 2011 :
  - ✓ suppression des primes liées à l'insertion pour l'employeur,
  - ✓ recentrage du financement des reconversions sur les situations où l'inaptitude est prononcée ;
- développe le financement des périodes de professionnalisation lorsqu'un risque d'inaptitude est déclaré par le médecin du travail.

Le CPA mène une réflexion permanente sur le catalogue des mesures OETH afin d'adapter ses dispositifs aux besoins des établissements.

Ce travail a abouti à des modifications significatives du catalogue dès janvier 2012.

## II - Les actions internes

### »»» LE « TOUR DE FRANCE DES RÉGIONS 2011 »

*Rencontres sur le terrain*

De mars à octobre 2011, dans le cadre de l'accord 2011-2015, vingt réunions sont organisées en région pour présenter les mesures et les services d'OETH.

831 personnes y assistent, soit une moyenne de 42 participants par réunion.

Le taux de mobilisation des établissements est de 6 %.

Une bonne participation des partenaires est notée, particulièrement des Cap emploi et des CARSAT/CPAM, mais également d'UNIFAF, de l'Agefiph, du Pôle emploi et des médecins du travail.

D'après les réponses recueillies parmi les 554 questionnaires récoltés, la présentation d'OETH obtient 83 % de satisfaction, et les attentes des participants portaient plus particulièrement pour :

- ♦ 63 % sur le maintien dans l'emploi,
- ♦ 54 % sur la prévention du handicap,
- ♦ 40 % sur la professionnalisation.

Une satisfaction : 73 % des personnes ayant répondu au questionnaire estiment qu'elles pourront utiliser les informations données durant cette réunion dans le cadre de leur travail.

Ce « Tour de France des régions » est donc une action 2011 positive qui a permis de recueillir les besoins des établissements et qui devrait apporter aux professionnels une meilleure connaissance des mesures d'OETH.

### »»» L'ACTIVITÉ « CONSEIL »

*Informier, communiquer, conseiller, accompagner, anticiper et innover pour une meilleure efficacité*

OETH informe et accompagne les établissements :

#### ♦ **Chargés de mission.**

Depuis 2008, des Chargés de mission répondent aux sollicitations des établissements en fournissant information, conseil et appui.

Avec une couverture nationale (y compris les départements d'outre-mer), ils sont référents pour une zone géographique, permettant ainsi un accompagnement personnalisé et de proximité.

Dans le cadre de leur mission, ils constatent que le maintien dans l'emploi est l'une des problématiques majeures avec 68% des sollicitations.

Les chargés de mission participent également à la diffusion d'informations à travers les journées thématiques et régionales.

↳ *En 2011, ils ont organisé et animé 20 réunions en région dans le cadre du « Tour de France des régions ».*

En 2011, OETH renforce son appui aux établissements par l'apport de l'expertise de **Conseillers spécialisés** :

#### ♦ **Conseil en Politique Handicap**

Développant sa politique de proximité avec les établissements à travers ses services de conseil, OETH propose, depuis mai 2011, l'appui d'un Conseiller Politique Handicap.

Les objectifs sont, d'une part, d'impulser ou de dynamiser une politique active d'intégration et de maintien dans l'emploi des bénéficiaires de la loi handicap et, d'autre part, de favoriser l'autonomie des établissements dans le développement durable de cette politique.

Les premières collaborations entamées prouvent l'intérêt de cette démarche.

#### ◆ **Conseil en Prévention**

Initiée en 2008, cette activité est intégrée comme champ d'action de l'accord 2011-2015. Depuis janvier 2011, l'appui d'un Conseiller Prévention est proposé.

Les deux principaux axes de prévention portent sur les Troubles Musculo-Squelettiques (TMS) et les Risques PsychoSociaux (RPS).

L'activité Prévention est marquée en 2011 par la création du réseau OETH des animateurs Prévention TMS permettant de fédérer, de faciliter les échanges et de capitaliser les expériences des établissements. Pour le concrétiser, 8 réunions interrégionales sont organisées, regroupant environ 180 participants, avec une présence significative des CARSAT et des ARACT en local. Fin 2011, ce réseau regroupe 170 établissements et plus de 240 animateurs Prévention TMS.

La reconnaissance de l'action d'OETH sur les RPS par les institutions (en particulier la DGT et l'INRS) est un élément particulièrement positif démontrant la qualité de cette action et sa force innovante pour les établissements.

↳ *Durant l'année 2011, OETH a financé 152 dossiers de prévention (dont 51 diagnostics RPS, 7 diagnostics TMS et 46 animateurs TMS) pour un total de 1 078 399 €. Une publication OETH sur les animateurs Prévention TMS est en cours de réalisation. Des vidéos sur la prévention sont réalisées (consultables sur le site Internet d'OETH) et une vidéo est préparée pour la DGT afin de témoigner de l'expérience développée par OETH.*

### »»» **L'ACTIVITÉ « COLLECTE ET FINANCEMENT »**

*Traitement de la DOETH et des demandes financières, et appui logistique/administratif/comptable*

OETH gère les Déclarations de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH) et traite des dossiers de demande de financement provenant des établissements.

Les DOETH et les contributions sont chaque année enregistrées et traitées.

Les dossiers de demande de financement sont vérifiés à leur arrivée, puis préparés pour être présentés au CPA (Comité Paritaire de l'Accord). Après l'accord du CPA, les paiements sont établis.

Ces différentes activités génèrent des travaux administratifs et comptables assurés par une équipe spécialisée : le Pôle Gestion.

Elles nécessitent l'appui compétent des fonctions supports.

↳ *Enregistrement et collecte de la DOETH 2010.*

*Traitement de 2 376 dossiers de demande financière et du paiement des 2 092 demandes accordées.*

### »»» **LES PARTENARIATS**

*Développement de collaborations*

#### ◆ **UNIFAF** (OPCA de la branche professionnelle sanitaire, sociale et médico-sociale privée à but non lucratif).

Début 2011, OETH et UNIFAF ont renouvelé une convention de partenariat pour une durée de cinq ans. Cette convention définit les actions et les modalités de (co)financement de formations relatives à la reconversion professionnelle et à la prévention du handicap.

Afin de favoriser la professionnalisation et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés des établissements de l'accord, OETH a développé ses financements de formations (contrats en alternance et formations CUI<sup>1</sup>).

↳ *Durant l'année 2011, OETH et UNIFAF ont financé 149 dossiers pour un montant respectif de 2 085 045 euros, correspondant à 103 182 heures de formation.*

#### ◆ **CRAMIF** (Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France).

Depuis 2008, une convention annuelle est renouvelée entre OETH, la CRAMIF et le Groupe Hospitalier Paris Saint-Joseph, concernant la formation « animateur Prévention Troubles Musculo-Squelettiques » (AP-TMS).

---

<sup>1</sup> CUI : Contrat unique d'insertion.

↳ Sur les quatre sessions annuelles de formation programmées par la CRAMIF, deux ont été réservées à OETH.  
Parmi les 59 AP-TMS formés en 2011 avec l'appui financier d'OETH, 24 ont suivi la formation dans le cadre du partenariat.  
En juin 2011, OETH organise une journée regroupant les Animateurs Prévention (OETH et externe) pour un partage d'expériences, le lancement du réseau des Animateurs Prévention et la conception d'une vidéo.

◆ **Cnamts** (Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés).

Une convention est signée le 20 septembre 2011. Elle a pour but de renforcer et d'optimiser les actions respectives en faveur de la prévention de la désinsertion professionnelle des travailleurs handicapés de l'accord OETH.

La convention envisage notamment la rencontre entre les Chargés de mission OETH et les acteurs des cellules régionales PDP de l'Assurance Maladie.

↳ Préalable aux rencontres, une lettre commune à destination des cellules régionales est élaborée en 2011.

◆ **L'ADAPT** (Association pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes handicapées) a signé une convention en juillet 2011 qui prévoit :

- l'intégration de deux ESAT<sup>1</sup> de L'ADAPT au dispositif « Passerelles ESAT/MOT » (développé page suivante) ;
- la création expérimentale d'une formation à un métier de la branche dans un Centre de rééducation professionnelle (CRP) ;
- dans le cadre de la Semaine pour l'emploi des personnes handicapées :
  - ✓ un partenariat de communication
  - ✓ la co-construction d'un guide à destination des recruteurs des établissements sous accord OETH,
  - ✓ la mise en place d'un « Handicafé© » départemental, spécifique OETH.

↳ OETH est présent sur le forum de la Semaine de l'emploi des personnes handicapées de Paris du 14 au 20 novembre 2011.

Un livret « 15 ans d'engagement » est coproduit et distribué durant la semaine.

OETH l'a diffusé auprès de l'intégralité des établissements de l'accord.

◆ **Cinergie** a pour objet d'« agir contre l'exclusion du monde du travail des personnes en situation de déficit physique, psychique ou sensoriel ». Elle agit avec les médecins du travail, les médecins de prévention et de soins, ainsi qu'avec les professionnels de l'insertion ou du maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

↳ Un livret à destination des médecins du travail est conçu en partenariat. Il vise à les informer des dispositifs d'OETH. Il est distribué aux établissements durant l'année 2011.

◆ **COMÈTE France** a pour objectif de promouvoir des actions de développement, de formation, d'innovation et de recherche en lien avec l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de handicap et, plus particulièrement, avec la Démarche précoce d'insertion sociale et professionnelle (DPISP) initiée dans les établissements adhérents au réseau COMÈTE France. COMÈTE est un prestataire agréé pour les bilans « maintien dans l'emploi ».

Une convention de partenariat est signée depuis octobre 2009. Elle a pour objectif de permettre aux établissements de l'accord de pouvoir proposer à leurs salariés, lors de la survenue d'une déficience ou d'une maladie, l'appui de ces équipes pluridisciplinaires sur les thèmes du handicap et du retour à l'emploi.

◆ **Prestataires conventionnés par OETH**

OETH anime un réseau de 110 prestataires agréés pour effectuer des bilans proposés dans le catalogue des mesures.

↳ 249 bilans sont réalisés.

Concernant les prestataires « diagnostics RPS », un travail de développement vers les DOM est entrepris.

↳ 4 nouveaux prestataires DOM s'ajoutent aux 20 précédents.

## »»» **LA COMMUNICATION**

*Des actions multidirectionnelles*

Durant l'année 2011, un nouveau logo est conçu et une nouvelle charte graphique est adoptée.



Différents supports de communication sont développés :

### ◆ **Publications**

OETH publie et diffuse :

- ✓ la brochure *Handicap psychique et emploi, si on en parlait ?* avec la collaboration de VIVRE ÉMERGENCE (éditée à 5 000 exemplaires),
- ✓ le livret *Médecin du travail* en partenariat avec Cinergie (5 000 exemplaires),
- ✓ le livret *15 ans d'engagement* conçu avec L'ADAPT pour être distribué pendant la « Semaine pour l'emploi des personnes handicapées » de novembre 2011 (12 000 exemplaires).

### ◆ **Audiovisuel**

Conception d'un film institutionnel présentant OETH et d'un premier cycle de vidéos de témoignages (sur la prévention, l'Animateur-Prévention Troubles Musculo-Squelettiques, le maintien dans l'emploi par la reconversion professionnelle, les réunions sur le handicap psychique, etc.).

### ◆ **Newsletters**

Durant l'année, 9 newsletters sont diffusées (dont une newsletter exceptionnelle pour annoncer la refonte des mesures pour 2012) aux 7 000 inscrits.

### ◆ **Site Internet**

Le site a été visité 52 822 fois, soit une moyenne de 4 402 visites du site par mois. Le catalogue électronique des mesures OETH est intégré au site.

### ◆ **Événementiels**

OETH est présent sur le forum de la « Semaine de l'emploi des personnes handicapées » de L'ADAPT.

Des outils de communication sont développés pour le « Tour de France des régions » et pour la représentation d'OETH dans les DOM.

Des événements sont repris par la presse, tels les « 20 ans de l'accord OETH » et les signatures des conventions de représentation en outre-mer.

## **Et toujours...**

Les autres outils de communication déjà existants sont toujours disponibles :

- ✓ le triptyque de présentation d'OETH,
- ✓ le livret *La reconnaissance du handicap*,
- ✓ le livret *Rôle des représentants du personnel dans l'emploi des travailleurs handicapés*,
- ✓ la brochure *Prévention des risques psychosociaux dans le secteur médico-social*,
- ✓ la brochure *Conditions de travail et prévention des troubles musculo-squelettiques dans les maisons de retraite* (en collaboration avec l'ARACT).

### III - Les financements

Tous les établissements de l'accord OETH peuvent solliciter un financement.

#### »»» LES DOSSIERS DE DEMANDE DE FINANCEMENT

Mesures 2011 par champ d'intervention	Totalité des établissements		Dont % d'assujettis	Dont % de non assujettis
	Dossiers accordés	Montants accordés	Dossiers accordés	Dossiers accordés
<b>Insertion</b>	<i>Nombre</i>	<i>Euros</i>	%	%
Prime CDI	231	383 323 €	66%	34%
Prime reconnaissance (RQTH)	870	2 174 545 €	75%	25%
Stage	10	5 000 €	70%	30%
Accompagnant TH, reprise du travail	4	13 178 €	75%	25%
Passerelle ESAT/MOT	2	20 000 €	100%	0%
Mobilité pour l'accès à l'emploi en CDI	0	0 €	0%	0%
<b>Sous total insertion</b>	<b>1 118</b>	<b>2 596 046 €</b>	<b>73%</b>	<b>27%</b>
<b>Professionnalisation</b>				
Contrat d'apprentissage	24	269 546 €	75 %	25 %
Contrat de professionnalisation	23	737 798 €	52 %	48 %
Période de professionnalisation	10	90 616 €		
Formation salarié (surcoût lié au handicap)	31	230 698 €	88 %	12 %
Formation CUI	49	71 005 €	63 %	37 %
Formation animateur TMS	46	173 029 €	100 %	0 %
VAE (Validation des acquis de l'expérience)	1	897 €	0 %	0 %
<b>Sous-total professionnalisation</b>	<b>184</b>	<b>1 573 589 €</b>	<b>70 %</b>	<b>30 %</b>
<b>Maintien</b>				
Bilan maintien en emploi	249	593 170 €	69 %	31 %
Reconversion professionnelle	98	1 820 265 €	78 %	22 %
Salaire de transition	5	21 668 €		
Mobilité pendant l'emploi	0	0 €	0 %	0 %
Aménagement	332	770 957 €	70 %	30 %
<b>Sous-total maintien</b>	<b>684</b>	<b>3 206 060 €</b>	<b>71 %</b>	<b>29 %</b>
<b>Prévention</b>				
Diagnostic TMS	7	41 308 €	100 %	0 %
Pérennisation animateur TMS	33	57 571 €	100 %	0 %
Diagnostic/accompagnement RPS	66	806 491 €	100 %	0 %
<b>Sous-total prévention</b>	<b>106</b>	<b>905 370 €</b>	<b>100 %</b>	<b>0 %</b>
<b>Total des mesures</b>	<b>2 092</b>	<b>8 281 065 €</b>	<b>76 %</b>	<b>24 %</b>

Durant l'année 2011, le CPA s'est réuni 10 fois et a traité **2 376** dossiers de demande financière. Il a accordé **2 092** financements pour un montant total de **8 281 065 €**.

Les 284 dossiers refusés s'expliquent essentiellement par des demandes ne rentrant pas dans les critères d'attribution d'OETH (telles des demandes d'aménagement de poste avec l'achat de matériel n'apportant pas de compensation au handicap).

## »» L'UTILISATION DES MESURES

Les financements 2011 ont concerné **1 857 salariés différents** dans **1 110 établissements** (**68 %** assujettis et **32 %** non assujettis).

- ◆ **TAUX DE PÉNÉTRATION** (*nombre d'établissements utilisateurs/nombre d'établissements déclarant au moins un travailleur handicapé*)  
Le pourcentage d'établissements ayant utilisé au moins une mesure en 2011 parmi les établissements déclarant au moins un travailleur handicapé est de **28 %**.
- ◆ **MOYENNE D'UTILISATION PAR TRAVAILLEUR HANDICAPÉ** (*nombre de dossiers/nombre de travailleurs handicapés de l'accord*) : **13 %**.  
En 2008, cette moyenne était de 10 %. Les établissements utilisent donc plus les mesures OETH pour leurs travailleurs handicapés.
- ◆ **ÉVOLUTION DE L'UTILISATION DES MESURES** sur les cinq dernières années



De 2006 à 2011 : une augmentation de plus de 400 % du nombre des demandes.

## **OETH 2011 – Ce qu’il faut retenir de l’activité 2011**

### **RÉVISION DES MESURES**

Les mesures sont adaptées aux besoins des établissements recensés lors du « Tour de France ».

### **DÉVELOPPEMENT DE PARTENARIATS**

De nombreuses conventions de partenariat sont signées ou suivies durant l’année.

### **AUGMENTATION SIGNIFICATIVE DU NOMBRE DES DOSSIERS**

En 2006, 540 dossiers.

En 2011, 2 376 demandes (2 092 dossiers accordés).

Soit, en 5 ans, une augmentation de 400 %.

### **DÉVELOPPEMENT DE L’ACTIVITÉ DE CONSEIL**

Continuité du développement de la politique de proximité et d’appui aux établissements, avec les Chargés de mission, le Conseiller Prévention et l’arrivée du Conseiller Politique Handicap.

**UN PARCOURS SÉCURISÉ  
POUR CHAQUE TRAVAILLEUR HANDICAPÉ**

# Annexes

**ANNEXE 1 - RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ÉTABLISSEMENTS**

**ANNEXE 2 - RÉPARTITION PAR TAUX ET PAR DÉPARTEMENT**

**ANNEXE 3 - RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT : TAUX « 0% » ET « 6% ET PLUS »**

**ANNEXE 4 - RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES CONTRIBUTIONS DES 8 009 ÉTABLISSEMENTS « DÉCLARANTS »**

## ANNEXE 1 - RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ÉTABLISSEMENTS

Département	Nombre etb de l'accord 2010	Nombre étb déclarants 2010	Nombre étb assujettis 2010
01 - Ain	76	57	37
02 - Aisne	47	28	17
03 - Allier	63	45	29
04 - Alpes-de-Haute-Provence	26	20	9
05 - Hautes-Alpes	38	29	17
06 - Alpes-Maritimes	154	114	69
07 - Ardèche	47	34	14
08 - Ardennes	48	34	14
09 - Ariège	22	15	6
10 - Aube	53	32	14
11 - Aude	67	47	18
12 - Aveyron	49	41	21
13 - Bouches-du-Rhône	254	185	110
14 - Calvados	96	82	39
15 - Cantal	51	43	12
16 - Charente	48	24	15
17 - Charente-Maritime	61	46	20
18 - Cher	36	30	14
19 - Corrèze	58	47	27
20 - Corse	47	32	11
21 - Côte-d'Or	101	85	27
22 - Cotes-d'Armor	59	46	24
23 - Creuse	28	22	14
24 - Dordogne	69	57	25
25 - Doubs	105	89	28
26 - Drôme	98	76	33
27 - Eure	96	56	36
28 - Eure-et-Loir	45	38	26
29 - Finistère	192	160	65
30 - Gard	137	104	61
31 - Haute-Garonne	195	158	84
32 - Gers	43	26	13
33 - Gironde	221	171	89
34 - Hérault	149	119	61
35 - Ille-et-Vilaine	142	116	71
36 - Indre	47	30	19
37 - Indre-et-Loire	112	84	36
38 - Isère	147	99	60
39 - Jura	33	29	14
40 - Landes	45	35	22
41 - Loir-et-Cher	74	35	11
42 - Loire	100	87	49
43 - Haute-Loire	87	78	26
44 - Loire-Atlantique	286	242	114
45 - Loiret	128	83	44
46 - Lot	55	47	24
47 - Lot et Garonne	72	52	29
48 - Lozère	51	46	27
49 - Maine-et-Loire	171	144	62
50 - Manche	68	60	24
51 - Marne	80	58	33
52 - Haute-Marne	25	15	6
<b>Département</b>	<b>Nombre etb de l'accord</b>	<b>Nombre étb déclarants</b>	<b>Nombre étb assujettis</b>

53 - Mayenne	42	35	15
54 - Meurthe-et-Moselle	127	108	50
55 - Meuse	26	22	4
56 - Morbihan	88	54	30
57 - Moselle	242	198	113
58 - Nièvre	64	54	30
59 - Nord	452	350	155
60 - Oise	105	82	52
61 - Orne	72	48	29
62 - Pas-de-Calais	233	196	56
63 - Puy-de-Dôme	138	101	44
64 - Pyrénées-Atlantiques	183	136	71
65 - Hautes-Pyrénées	49	34	20
66 - Pyrénées-Orientales	93	64	28
67 - Bas-Rhin	259	177	106
68 - Haut-Rhin	152	118	65
69 - Rhône	283	214	110
70 - Haute-Saône	59	55	15
71 - Saône-et-Loire	77	56	27
72 - Sarthe	78	61	41
73 - Savoie	54	35	19
74 - Haute-Savoie	76	65	30
75 - Paris	563	373	148
76 - Seine-Maritime	215	140	85
77 - Seine-et-Marne	218	173	68
78 - Yvelines	209	152	93
79 - Deux-Sèvres	39	27	14
80 - Somme	71	48	30
81 - Tarn	91	58	29
82 - Tarn-et-Garonne	68	52	17
83 - Var	103	86	33
84 - Vaucluse	69	45	18
85 - Vendée	68	52	23
86 - Vienne	51	40	23
87 - Haute-Vienne	94	61	22
88 - Vosges	65	58	12
89 - Yonne	65	51	23
90 - Territoire de Belfort	20	18	7
91 - Essonne	203	147	83
92 - Hauts-de-Seine	214	143	74
93 - Seine-Saint-Denis	172	129	62
94 - Val-de-Marne	155	109	54
95 - Val-D'oise	174	117	57
971 - La Guadeloupe	85	33	16
972 - La Martinique	54	13	10
973 - La Guyane	23	11	7
974 - La Réunion	118	75	42
980 - Principauté de Monaco	2	1	0
987 - Tahiti	2	0	0
988 - Nouvelle-Calédonie	1	0	0
	<b>10 600</b>	<b>8 009</b>	<b>3 930</b>

## ANNEXE 2- RÉPARTITION PAR TAUX ET PAR DÉPARTEMENT

		Ensemble des établissements de la DOETH 2010							Les établissements assujettis				
Département		Ets assujettis dans le dépt	Effectifs totaux de ces ets (ETP)	Effectifs assujettis (ETP)	Effectifs non assujettis (ETP)	Nb TH en ETP	Nb unités	Taux d'emploi direct	Taux d'obligation moyen	Nb TH en ETP assujettis	Nb unités assujettis	Taux d'emploi direct assujettis	Taux d'obligation légale
01	Ain	37	3 267	3 131	136	194,61	215,56	5,96%	6,6%	183,56	204,48	5,86%	6,53%
02	Aisne	17	1 172	1 104	68	56,42	63,01	4,81%	5,38%	54,42	60,89	4,93%	5,52%
03	Allier	29	1 124	1 018	106	46,62	51,74	4,15%	4,6%	43,62	48,74	4,28%	4,79%
04	Alpes-de-Haute-Provence	9	447	338	109	25,6	29,08	5,73%	6,51%	16,6	19,99	4,91%	5,91%
05	Hautes-Alpes	17	1 146	1 037	109	61,15	63,46	5,34%	5,54%	57,15	59,46	5,51%	5,73%
06	Alpes-Maritimes	69	5 420	5 097	323	223,95	238,67	4,13%	4,4%	215,95	229,74	4,24%	4,51%
07	Ardèche	14	727	659	68	48,69	50,33	6,7%	6,92%	41,19	42,83	6,25%	6,5%
08	Ardennes	14	834	789	45	40,6	43,23	4,87%	5,18%	35,6	38,23	4,51%	4,85%
09	Ariège	6	347	268	79	16,73	20,96	4,82%	6,04%	14,73	18,82	5,5%	7,02%
10	Aube	14	926	837	89	41,29	46,51	4,46%	5,02%	36,27	40,35	4,33%	4,82%
11	Aude	18	1 477	1 347	130	51,32	75,13	3,47%	5,09%	49,32	73,1	3,66%	5,43%
12	Aveyron	21	1 195	1 142	53	83,93	87,2	7,02%	7,3%	75,44	78,24	6,61%	6,85%
13	Bouches-du-Rhône	110	9 375	8 962	413	409,4	437,68	4,37%	4,67%	387,86	415,98	4,33%	4,64%
14	Calvados	39	3 274	3 081	193	150,83	155,84	4,61%	4,76%	142,83	147,63	4,64%	4,79%
15	Cantal	12	872	734	138	80,64	83,39	9,25%	9,56%	71,76	73,51	9,78%	10,01%
16	Charente	15	908	833	75	46,19	48,03	5,09%	5,29%	43,19	44,61	5,18%	5,36%
17	Charente-Maritime	20	1 788	1 679	109	63,08	66,94	3,53%	3,74%	56,08	59,94	3,34%	3,57%
18	Cher	14	682	577	105	30,22	37,05	4,43%	5,43%	26,97	33,8	4,67%	5,86%
19	Corrèze	27	1 715	1 572	143	65,79	83,7	3,84%	4,88%	55,46	72,96	3,53%	4,64%
20	Corse	11	548	382	166	25,88	26,99	4,72%	4,93%	22,8	23,06	5,97%	6,04%
21	Côte-d'Or	27	2 476	2 219	257	123,21	139,64	4,98%	5,64%	112,71	129,1	5,08%	5,82%
22	Cotes-d'Armor	24	2 652	2 571	81	209,48	216,85	7,9%	8,18%	204,82	212,18	7,97%	8,25%
23	Creuse	14	804	758	46	24,49	25,3	3,05%	3,15%	24,49	25,19	3,23%	3,32%
24	Dordogne	25	2 460	2 295	165	128,68	129,49	5,23%	5,26%	121,8	122,61	5,31%	5,34%
25	Doubs	27	2 277	1 916	361	110,44	121,43	4,85%	5,33%	92,73	103,21	4,84%	5,39%
26	Drôme	33	2 427	2 200	227	156,09	170,47	6,43%	7,02%	148,22	162,17	6,74%	7,37%
27	Eure	36	2 297	2 159	138	95,39	106,58	4,15%	4,64%	88,39	99,58	4,09%	4,61%
28	Eure-et-Loir	26	1 247	1 158	89	42,43	45,8	3,4%	3,67%	42,43	45,57	3,66%	3,94%
29	Finistère	65	5 912	5 696	216	330,89	353,24	5,6%	5,97%	322,39	344,59	5,66%	6,05%
30	Gard	61	3 293	2 992	301	183,99	197,41	5,59%	5,99%	174,99	188,11	5,85%	6,29%
31	Haute-Garonne	84	7 711	7 310	401	389,14	447,21	5,05%	5,8%	374,35	429,05	5,12%	5,87%
32	Gers	13	704	622	82	45,43	46,37	6,45%	6,59%	38,02	38,74	6,11%	6,23%
33	Gironde	89	6 576	6 057	519	304,44	317,19	4,63%	4,82%	287,94	300,01	4,75%	4,95%
34	Hérault	61	3 459	3 136	323	196,68	217,18	5,69%	6,28%	183,85	203,88	5,86%	6,5%
35	Ille-et-Vilaine	71	5 216	4 965	251	257,58	264,03	4,94%	5,06%	246,58	252,57	4,97%	5,09%
36	Indre	19	975	891	84	40,53	46,81	4,16%	4,8%	37,03	43,11	4,16%	4,84%
37	Indre-et-Loire	36	3 708	3 576	132	157,45	171,51	4,25%	4,63%	155,45	169,33	4,35%	4,74%
38	Isère	60	4 164	3 914	250	188,53	199,3	4,53%	4,79%	179,53	189,61	4,59%	4,84%
39	Jura	14	804	745	59	43,76	47,27	5,44%	5,88%	41,76	45,17	5,61%	6,06%
40	Landes	22	1 385	1 286	99	72,43	74,73	5,23%	5,4%	66,43	68,37	5,17%	5,32%

Département		Ets assujettis dans le dépt	Effectifs totaux de ces ets (ETP)	Effectifs assujettis (ETP)	Effectifs non assujettis (ETP)	Nb TH en ETP	Nb unités	Taux d'emploi direct	Taux d'obligation moyen	Nb TH en ETP assujettis	Nb unités assujettis	Taux d'emploi direct assujettis	Taux d'obligation légale
41	Loir-et-Cher	11	615	465	150	27,3	30,04	4,44%	4,88%	19,3	20,63	4,15%	4,44%
42	Loire	49	3 251	3 036	215	166,21	172,12	5,11%	5,29%	156,54	161,13	5,16%	5,31%
43	Haute-Loire	26	1 503	1 292	211	97,49	108,35	6,49%	7,21%	82,22	89,14	6,36%	6,9%
44	Loire-Atlantique	114	8 008	7 436	572	340,76	360,04	4,26%	4,5%	329,76	348,81	4,43%	4,69%
45	Loiret	44	2 428	2 209	219	74,58	84,23	3,07%	3,47%	70,83	80,48	3,21%	3,64%
46	Lot	24	2 010	1 948	62	101,92	108,65	5,07%	5,41%	99,92	106,65	5,13%	5,47%
47	Lot et Garonne	29	1 658	1 477	181	98,81	110,16	5,96%	6,64%	92,81	103,98	6,28%	7,04%
48	Lozère	27	2 453	2 334	119	126,48	154,87	5,16%	6,31%	121,48	149,77	5,2%	6,42%
49	Maine-et-Loire	62	4 365	3 812	553	166,99	184,39	3,83%	4,22%	157,84	168,88	4,14%	4,43%
50	Manche	24	2 939	2 726	213	134,74	153,22	4,58%	5,21%	133,24	151,67	4,89%	5,56%
51	Marne	33	1 630	1 480	150	70,85	84,49	4,35%	5,18%	65,85	79,43	4,45%	5,37%
52	Haute-Marne	6	356	260	96	29,62	29,62	8,32%	8,32%	22,62	22,62	8,7%	8,7%
53	Mayenne	15	662	562	100	28,7	31,35	4,34%	4,74%	27,7	30,3	4,93%	5,39%
54	Meurthe-et-Moselle	50	4 450	4 218	232	208,56	215,66	4,69%	4,85%	207,31	214,37	4,91%	5,08%
55	Meuse	4	270	145	125	23	24	8,52%	8,89%	18	19	12,41%	13,1%
56	Morbihan	30	2 371	2 191	180	154,41	163,73	6,51%	6,91%	145,41	153,1	6,64%	6,99%
57	Moselle	113	11 162	10 704	458	429,71	480,51	3,85%	4,3%	414,54	465,23	3,87%	4,35%
58	Nièvre	30	1 443	1 206	237	58,65	63,51	4,06%	4,4%	53,65	58,45	4,45%	4,85%
59	Nord	155	14 650	13 516	1 134	678,68	760,64	4,63%	5,19%	639,49	719,15	4,73%	5,32%
60	Oise	52	4 150	3 981	169	154,93	181,65	3,73%	4,38%	152,93	179,64	3,84%	4,51%
61	Orne	29	1 763	1 683	80	70,09	76,16	3,98%	4,32%	69,09	75,16	4,11%	4,47%
62	Pas-de-Calais	56	9 183	8 771	412	426,59	502,8	4,65%	5,48%	421,59	497,68	4,81%	5,67%
63	Puy-de-Dôme	44	7 328	7 031	297	300,85	327,51	4,11%	4,47%	289,36	309,03	4,12%	4,4%
64	Pyrénées-Atlantiques	71	3 965	3 559	406	216,05	223,41	5,45%	5,63%	206,72	213,59	5,81%	6%
65	Hautes-Pyrénées	20	854	798	56	44,05	47,53	5,16%	5,57%	38,55	42,02	4,83%	5,27%
66	Pyrénées-Orientales	28	2 553	2 361	192	115,94	151,02	4,54%	5,92%	103,94	134,55	4,4%	5,7%
67	Bas-Rhin	106	8 134	7 619	515	402,73	424,33	4,95%	5,22%	388,07	408,28	5,09%	5,36%
68	Haut-Rhin	65	5 666	5 303	363	285,14	306,22	5,03%	5,4%	276,6	297,49	5,22%	5,61%
69	Rhône	110	10 747	10 150	597	475,7	505,67	4,43%	4,71%	449,83	479,46	4,43%	4,72%
70	Haute-Saône	15	2 827	2 810	17	154,13	176,26	5,45%	6,23%	154,13	176,26	5,49%	6,27%
71	Saône-et-Loire	27	2 506	2 337	169	110,35	128,74	4,4%	5,14%	104,21	122,6	4,46%	5,25%
72	Sarthe	41	2 628	2 517	111	130,79	134,11	4,98%	5,1%	129,87	133,16	5,16%	5,29%
73	Savoie	19	1 060	965	95	49,1	52,59	4,63%	4,96%	44,35	46,02	4,6%	4,77%
74	Haute-Savoie	30	2 198	2 004	194	98,68	116,34	4,49%	5,29%	92,68	110,3	4,62%	5,5%
75	Paris	148	19 102	17 763	1 339	607,27	644,47	3,18%	3,37%	579,61	612,77	3,26%	3,45%
76	Seine-Maritime	85	4 903	4 513	390	214,64	228,98	4,38%	4,67%	199,15	213,13	4,41%	4,72%
77	Seine-et-Marne	68	5 697	4 895	802	205,54	224,48	3,61%	3,94%	174,89	193,45	3,57%	3,95%
78	Yvelines	93	5 661	5 105	556	151,15	194,42	2,67%	3,43%	142,15	184,9	2,78%	3,62%
79	Deux-Sèvres	14	824	773	51	41,64	43,65	5,05%	5,3%	37,14	39,15	4,8%	5,06%
80	Somme	30	1 659	1 495	164	79,72	84,97	4,81%	5,12%	60,72	65,96	4,06%	4,41%
81	Tarn	29	2 652	2 547	105	128,32	139,79	4,84%	5,27%	125,82	137,29	4,94%	5,39%
82	Tarn-et-Garonne	17	1 334	1 162	172	72,07	88,54	5,4%	6,64%	56,09	65,71	4,83%	5,65%

Département		Ets assujettis dans le dépt	Effectifs totaux de ces ets (ETP)	Effectifs assujettis (ETP)	Effectifs non assujettis (ETP)	Nb TH en ETP	Nb unités	Taux d'emploi direct	Taux d'obligation moyen	Nb TH en ETP assujettis	Nb unités assujettis	Taux d'emploi direct assujettis	Taux d'obligation légale
83	Var	33	2 870	2 514	356	125,1	130,27	4,36%	4,54%	111,1	116,24	4,42%	<b>4,62%</b>
84	Vaucluse	18	1 414	1 216	198	50,41	52,66	3,57%	3,72%	47,41	49,66	3,9%	<b>4,08%</b>
85	Vendée	23	1 607	1 502	105	104,24	106,49	6,49%	6,63%	103,24	105,49	6,87%	<b>7,02%</b>
86	Vienne	23	1 338	1 176	162	75,2	75,9	5,62%	5,67%	67,07	67,72	5,7%	<b>5,76%</b>
87	Haute-Vienne	22	1 401	1 232	169	61,64	66,29	4,4%	4,73%	51,14	55,34	4,15%	<b>4,49%</b>
88	Vosges	12	1 155	1 020	135	64,56	75,13	5,59%	6,5%	57,56	68,13	5,64%	<b>6,68%</b>
89	Yonne	23	1 096	1 053	43	62,25	62,84	5,68%	5,73%	57,25	57,84	5,44%	<b>5,49%</b>
90	Territoire de Belfort	7	554	446	108	24,13	27,03	4,36%	4,88%	23,13	25,03	5,19%	<b>5,61%</b>
91	Essonne	83	6 063	5 488	575	180,82	202,53	2,98%	3,34%	171,88	191,86	3,13%	<b>3,5%</b>
92	Hauts-de-Seine	74	8 999	8 466	533	257,92	280,5	2,87%	3,12%	252,09	272,12	2,98%	<b>3,21%</b>
93	Seine-Saint-Denis	62	5 379	5 090	289	201	219	3,74%	4,07%	193,92	204,17	3,81%	<b>4,01%</b>
94	Val-de-Marne	54	4 040	3 531	509	132,84	143,96	3,29%	3,56%	120,09	130,94	3,4%	<b>3,71%</b>
95	Val-D'oise	57	3 535	3 144	391	101,91	114,24	2,88%	3,23%	87,45	94,8	2,78%	<b>3,02%</b>
971	Guadeloupe	16	796	649	147	12,32	16,37	1,55%	2,06%	11,32	15,34	1,74%	<b>2,36%</b>
972	Martinique	10	457	451	6	9,9	12,01	2,17%	2,63%	9,9	12,01	2,2%	<b>2,66%</b>
973	Guyane	7	515	479	36	8,58	10,38	1,67%	2,02%	6,58	8,38	1,37%	<b>1,75%</b>
974	Réunion	42	2 808	2 632	176	68,32	105,72	2,43%	3,76%	59,82	93,46	2,27%	<b>3,55%</b>

### ANNEXE 3 - RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT : TAUX « 0 % » ET « 6 % ET PLUS »

	Département	Nb d'éts assuj dans le dépt	Nb à taux 0%	% d'éts à taux 0%	Nb à 6% et plus	% d'éts avec taux 6% et plus
01	Ain	37	1	2,7%	17	45,95%
02	Aisne	17	0	0	6	35,29%
03	Allier	29	4	13,79%	10	34,48%
04	Alpes-de-Haute-Provence	9	0	0	4	44,44%
05	Hautes-Alpes	17	0	0	5	29,41%
06	Alpes-Maritimes	69	5	7,25%	13	18,84%
07	Ardèche	14	0	0	7	50%
08	Ardennes	14	0	0	5	35,71%
09	Ariège	6	0	0	2	33,33%
10	Aube	14	0	0	5	35,71%
11	Aude	18	0	0	5	27,78%
12	Aveyron	21	0	0	7	33,33%
13	Bouches-du-Rhône	110	3	2,73%	31	28,18%
14	Calvados	39	1	2,56%	12	30,77%
15	Cantal	12	0	0	6	50%
16	Charente	15	0	0	5	33,33%
17	Charente-Maritime	20	1	5	5	25%
18	Cher	14	0	0	3	21,43%
19	Corrèze	27	1	3,7%	9	33,33%
20	Corse	11	1	9,09%	5	45,45%
21	Côte-d'Or	27	0	0	8	29,63%
22	Cotes-d'Armor	24	0	0	11	45,83%
23	Creuse	14	2	14,29%	2	14,29%
24	Dordogne	25	1	4%	5	20%
25	Doubs	27	6	22,22%	6	22,22%
26	Drôme	33	0	0	15	45,45%
27	Eure	36	4	11,11%	9	25%
28	Eure-et-Loir	26	2	7,69%	5	19,23%
29	Finistère	65	2	3,08%	33	50,77%
30	Gard	61	0	0	26	42,62%
31	Haute-Garonne	84	2	2,38%	25	29,76%
32	Gers	13	0	0	6	46,15%
33	Gironde	89	3	3,37%	22	24,72%
34	Hérault	61	3	4,92%	28	45,9%
35	Ille-et-Vilaine	71	1	1,41%	23	32,39%
36	Indre	19	1	5,26%	5	26,32%
37	Indre-et-Loire	36	2	5,56%	8	22,22%
38	Isère	60	3	5	24	40%
39	Jura	14	0	0	6	42,86%
40	Landes	22	1	4,55%	8	36,36%
41	Loir-et-Cher	11	1	9,09%	5	45,45%
42	Loire	49	2	4,08%	21	42,86%
43	Haute-Loire	26	1	3,85%	13	50%
44	Loire-Atlantique	114	8	7,02%	32	28,07%
45	Loiret	44	1	2,27%	8	18,18%
46	Lot	24	0	0	11	45,83%
47	Lot et Garonne	29	2	6,9%	16	55,17%
48	Lozère	27	0	0	13	48,15%
49	Maine-et-Loire	62	3	4,84%	16	25,81%
50	Manche	24	0	0	9	37,5%
51	Marne	33	2	6,06%	11	33,33%
52	Haute-Marne	6	1	16,67%	5	83,33%
53	Mayenne	15	0	0	6	40%
54	Meurthe-et-Moselle	50	2	4	17	34%
55	Meuse	4	0	0	1	25%
56	Morbihan	30	0	0	17	56,67%
57	Moselle	113	7	6,19%	34	30,09%
58	Nièvre	30	1	3,33%	9	30%
59	Nord	155	10	6,45%	41	26,45%
60	Oise	52	4	7,69%	11	21,15%
61	Orne	29	2	6,9%	8	27,59%
62	Pas-de-Calais	56	4	7,14%	16	28,57%
63	Puy-de-Dôme	44	1	2,27%	10	22,73%
64	Pyrénées-Atlantiques	71	3	4,23%	33	46,48%
65	Hautes-Pyrénées	20	1	5%	7	35%
66	Pyrénées-Orientales	28	0	0	12	42,86%
67	Bas-Rhin	106	9	8,49%	25	23,58%
68	Haut-Rhin	65	2	3,08%	17	26,15%
69	Rhône	110	9	8,18%	23	20,91%
70	Haute-Saône	15	0	0	8	53,33%
71	Saône-et-Loire	27	1	3,7%	11	40,74%
72	Sarthe	41	9	21,95%	8	19,51%
73	Savoie	19	1	5,26%	5	26,32%
74	Haute-Savoie	30	0	0	11	36,67%
75	Paris	148	23	15,54%	14	9,46%
76	Seine-Maritime	85	4	4,71%	22	25,88%
77	Seine-et-Marne	68	3	4,41%	17	25%
78	Yvelines	93	9	9,68%	19	20,43%
79	Deux-Sèvres	14	2	14,29%	5	35,71%
80	Somme	30	3	10	7	23,33%
81	Tarn	29	1	3,45%	12	41,38%
82	Tarn-et-Garonne	17	0	0	8	47,06%
83	Var	33	3	9,09%	7	21,21%
84	Vaucluse	18	2	11,11%	3	16,67%
85	Vendée	23	3	13,04%	2	8,7%
86	Vienne	23	0	0	10	43,48%
87	Haute-Vienne	22	0	0	7	31,82%
88	Vosges	12	0	0	8	66,67%
89	Yonne	23	3	13,04%	10	43,48%
90	Territoire de Belfort	7	0	0	4	57,14%
91	Essonne	83	12	14,46%	8	9,64%
92	Hauts-de-Seine	74	17	22,97%	9	12,16%
93	Seine-Saint-Denis	62	5	8,06%	7	11,29%
94	Val-de-Marne	54	9	16,67%	4	7,41%
95	Val-D'oise	57	6	10,53%	4	7,02%
97	Guadeloupe	16	4	25%	1	6,25%
97	Martinique	10	2	20%	1	10%
97	Guyane	7	1	14,29%	0	0%
97	Réunion	42	7	16,67%	4	9,52%

Ce tableau répartit sur la première colonne les 3 930 établissements assujettis par département, puis affiche le nombre et le pourcentage de ceux à taux 0% et ceux à 6% et plus.  
Les départements n'ayant pas d'établissement assujetti ont été retirés (la Principauté de Monaco, Tahiti, la Nouvelle-Calédonie).

**ANNEXE 4 - RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES CONTRIBUTIONS DES 8 009 ÉTABLISSEMENTS « DÉCLARANTS »**

	Département	Nombre contributeurs parmi déclarants	Montant
01	Ain	57	60 590 €
02	Aisne	28	24 594 €
03	Allier	45	44 451 €
04	Alpes-de-Haute-Provence	20	3 455 €
05	Alpes-Maritimes	114	185 754 €
05	Hautes-Alpes	29	14 176 €
06	Ardèche	34	3 969 €
07	Ardennes	34	33 207 €
08	Ariège	15	1 595 €
09	Aube	32	12 085 €
10	Aude	47	29 548 €
11	Aveyron	41	16 231 €
12	Bas-Rhin	177	348 952 €
13	Bouches-du-Rhône	185	303 714 €
14	Calvados	82	78 025 €
15	Cantal	43	27 318 €
16	Charente	24	15 633 €
17	Charente-Maritime	46	90 546 €
18	Cher	30	7 584 €
19	Corrèze	47	51 515 €
20	Corse	32	6 911 €
21	Côte-d'Or	85	52 575 €
22	Cotes-d'Armor	46	14 621 €
23	Creuse	22	65 875 €
24	Dordogne	57	32 428 €
25	Doubs	89	63 703 €
26	Drome	76	9 698 €
27	Eure	56	75 726 €
28	Eure-et-Loir	38	79 181 €
29	Finistère	160	65 819 €
30	Gard	104	51 184 €
31	Haute-Garonne	158	187 246 €
32	Gers	26	1 772 €
33	Gironde	171	211 775 €
34	Hérault	119	62 835 €
35	Ille-et-Vilaine	116	157 530 €
36	Indre	30	51 004 €
37	Indre-et-Loire	84	99 299 €
38	Isère	99	152 932 €
39	Jura	29	21 477 €
40	Landes	35	43 423 €
41	Loir-et-Cher	35	36 946 €
42	Loire	87	73 820 €
43	Haute-Loire	78	26 190 €
44	Loire-Atlantique	242	231 256 €
45	Loiret	83	76 066 €
46	Lot	47	3 969 €
47	Lot et Garonne	52	39 000 €
48	Lozère	46	19 480 €
49	Maine-et-Loire	144	163 574 €
50	Manche	60	19 793 €
51	Marne	58	31 400 €

	Département	Nombre contributeurs parmi déclarants	Montant
52	Haute-Marne	15	3 600 €
53	Mayenne	35	0 €
54	Meurthe-et-Moselle	108	59 365 €
55	Meuse	22	6 768 €
56	Morbihan	54	109 846 €
57	Moselle	198	538 660 €
58	Nièvre	54	48 486 €
59	Nord	350	357 290 €
60	Oise	82	185 282 €
61	Orne	48	80 635 €
62	Pas-de-Calais	196	158 198 €
63	Puy-de-Dôme	101	299 524 €
64	Pyrénées-Atlantiques	136	84 347 €
65	Hautes-Pyrénées	34	27 501 €
65	Pyrénées-Orientales	64	30 089 €
68	Haut-Rhin	118	140 232 €
69	Rhône	214	255 758 €
70	Haute-Saône	55	10 047 €
71	Saône-et-Loire	56	52 566 €
72	Sarthe	61	127 041 €
73	Savoie	35	17 880 €
74	Haute-Savoie	65	32 180 €
75	Paris	374	1 357 592 €
76	Seine-Maritime	140	193 265 €
77	Seine-et-Marne	173	365 671 €
78	Yvelines	152	424 101 €
79	Deux-Sèvres	27	19 910 €
80	Somme	48	43 636 €
81	Tarn	58	37 312 €
82	Tarn-et-Garonne	52	25 109 €
83	Var	86	77 355 €
84	Vaucluse	45	48 092 €
85	Vendée	52	46 392 €
86	Vienne	40	33 500 €
87	Haute-Vienne	61	45 204 €
88	Vosges	58	2 693 €
89	Yonne	51	38 848 €
90	Territoire de Belfort	18	6 131 €
91	Essonne	147	362 880 €
92	Hauts-de-Seine	143	633 007 €
93	Seine-Saint-Denis	129	222 675 €
94	Val-de-Marne	109	232 975 €
95	Val-D'oise	117	198 702 €
97	La Guadeloupe	33	49 301 €
97	La Guyane	11	82 945 €
97	La Martinique	13	49 084 €
98	Principauté de Monaco	1	0 €
974	La Réunion	75	185 952 €

